

une hostilité voilée contre la réciprocité avec les Etats-Unis; qu'ils la considéraient comme une question d'aucune importance pour le peuple de notre pays, qu'il était étrange et peu naturel, sinon déloyal, pour nous, de commercer avec un peuple dont la frontière suit la nôtre sur une distance de trois mille milles.

Quelle a été l'attitude de nos ministres, quand le tarif-McKinley a été présenté, ce qu'ils semblent déplorer? L'opposition leur a fait entrevoir le résultat. Nous leur avons dit qu'il existait aux Etats-Unis un parti opposé aux dispositions de ce tarif. Nous leur avons dit que, s'ils voulaient en ce moment augmenter les droits sur les produits agricoles entrant dans notre pays, ils détruiraient toutes les chances que pouvait avoir ce parti d'améliorer les dispositions de ce bill du tarif, et qu'ils rétréciraient le cercle de fer qui étreignait le peuple du Canada.

Quel résultat avons-nous obtenu? Avant que le bill devint loi, plus de six mois avant la sanction de ce bill par le président, notre ministre des finances, notre gouvernement et notre parlement adoptèrent un tarif imposant des droits élevés sur une grande quantité de produits américains, qui étaient auparavant admis dans le Canada sujets à des droits modérés ou en franchise, et par cet acte le gouvernement a fait savoir à tous les partisans des tarifs modérés dans les Etats-Unis, qu'ils ne pouvaient pas compter sur sa coopération, et il a mis ce parti qui existe dans la république américaine, dans l'impossibilité de faire modifier le bill-McKinley.

Si ce bill fait aujourd'hui partie des lois américaines, si une partie du peuple du Canada souffre des dispositions qui y sont contenues, il faut en remercier le gouvernement du Canada, et personne autre. Cette ligne de conduite a été suivie malgré les avertissements répétés que l'opposition a donnés au gouvernement.

Tout le monde sait de quelle manière le gouvernement anglais a répondu à l'assurance que ces honorables ministres nous ont donnée, quand ils nous ont dit qu'ils agissaient en parfait accord avec lui sur la question des pêcheries. Nous savons tous pourquoi M. Chamberlain a traversé l'Atlantique, et nous savons aussi ce qu'il a fait dans la commission dont il faisait partie. Il a fait comprendre que ses instructions étaient que, coûte que coûte, que le gouvernement canadien le voulait ou non, il fallait adopter certaine mesure, ainsi que l'a démontré le *modus vivendi* qui a été appliqué.

Je ne suis pas opposé au *modus vivendi*, et je ne m'y suis jamais opposé; mais si le gouvernement avait raison de l'accepter, et si le peuple du Canada n'en souffrait pas, la conduite tenue par ce même gouvernement, en 1886, a été impolitique et indigne d'hommes d'Etat.

Il suffit d'attirer l'attention de la chambre sur ce que le haut commissaire nous a dit au sujet de la manière d'agir des honorables ministres, qui, ne l'oublions pas, désirent tant développer les relations commerciales avec les Etats-Unis.

Voici ce que sir Charles Tupper a dit de ses dignes collègues:—

J'aimerais à attirer l'attention de la chambre sur ce qui a été accompli par ce traité (des pêcheries). Je vous ai dit quelle était la position du Canada à l'égard des Etats-Unis avant l'ouverture de ces délibérations. Je vous ai dit que nous nous trouvions en présence d'une loi qui avait été unanimement adoptée par le congrès,

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

sanctionnée par le président, prohibant l'intercourse entre les Etats-Unis et le Canada. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce bill signifiait la guerre commerciale, qu'il signifiait non seulement la suspension ordinaire des relations amicales et commerciales entre les deux pays, mais qu'il contenait plus que cela. Si ce bill avait été mis en vigueur par une proclamation du président des Etats-Unis, je n'hésite pas à dire que nous étions en guerre commerciale avec ce grand pays, et la ligne qui sépare une guerre commerciale entre deux pays d'avec une guerre ouverte, est bien faible.

Hier, nous étions en présence d'une loi prohibant l'intercourse, appuyée par l'action unie du Sénat et de la chambre des représentants, appuyée par presque toute la presse des Etats-Unis, républicaine et démocratique, et appuyée aussi, à peu d'exceptions près, par un peuple prévenu, irrité et exaspéré, composé de soixante millions d'âmes et qui est notre voisin.

C'est là le témoignage donné par leur propre collègue, en qui ils ont confiance, et qui, pour lui rendre justice, les a deux fois sauvés de la ruine, au sujet de ce que ces hommes d'Etat si sages ont causé au pays il y a quelques années.

Il était à supposer que cette expérience aurait détourné les honorables ministres de la politique insensée qu'ils ont suivie depuis; mais en quoi ont consisté leur politique, leur conduite et leurs arguments durant les élections?

Le tout s'est résumé en une série de calomnies contre le parti libéral, qu'ils ont traité de traître à son pays, et le premier ministre lui-même n'a pas eu honte de déclarer dans plusieurs assemblées publiques, qu'il n'était pas possible de favoriser le libre-échange avec les Etats-Unis, sans désirer la séparation politique d'avec l'Angleterre.

Plusieurs VOIX: Ecoutez! écoutez.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je vois que ses amis veulent l'approuver. Qu'ils se réjouissent ensemble.

Ils ont fait plus que cela; je vois que dans des documents officiels, ces honorables messieurs ont employé un langage presque aussi inconvenant et aussi mal fondé, que celui qu'ils ont tenu au cours de la campagne électorale. Maintenant, je dirai volontiers qu'il peut échapper certains mots dans la chaleur d'une lutte politique, mais quand je trouve dans des dépêches importantes venant du conseil privé, des déclarations comme celles-ci, qui ont été faites pas plus tard que le 9 décembre:

Le tarif-McKinley est en vigueur, et il est reconnu comme tendant à enseigner aux Canadiens qu'ils ne peuvent pas profiter des marchés des Etats-Unis tant qu'ils continueront leur allégeance comme sujets anglais.

Quand je les entends répéter—

Que ce serait le mode le plus efficace pour faire comprendre aux Canadiens qu'ils ne peuvent pas être sujets anglais et jouir des marchés américains.

Quand je vois qu'ils ajoutent—

Que la confédération, qui a été fondée conformément au désir du gouvernement de Sa Majesté, en 1867, a toujours été considérée avec un sentiment peu amical par une grande partie du peuple des Etats-Unis, qui continue, avec raison, à la regarder comme étant le moyen de consolider la puissance britannique dans l'Amérique du Nord.

Quand je trouve ces déclarations dans un document officiel, ces déclarations que ces honorables messieurs n'ont aucune raison de faire et qui sont, je crois, complètement et entièrement dénuées de tout fondement—quand je trouve des déclarations semblables, je ne puis m'empêcher de croire que c'est une partie d'un plan prémédité par ces honorables messieurs, dans le but de cacher au peuple du Canada la position réelle dans laquelle il se trouve, et pour empêcher le peuple, autant que